



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

**Bureau des collectivités territoriales et
de l'environnement**

**A R R E T E PREFECTORAL N °BCTE/2021-65 du 15 JUIN 2021
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
A LA SOCIETE MOULIN à DUNIERES
SUITE À L'ARRÊT D'UNE CHAUDIÈRE BIOMASSE
ET A LA CRÉATION D'UN RÉSEAU DE CHALEUR**

Le Préfet de la Haute-Loire,

VU l'article L 122-1 du code des relations entre le public et l'administration,

VU le code de l'environnement, Livre V, et notamment ses articles L 181-14 (obligation de porter à la connaissance du préfet des modifications réalisées sur un site industriel) et R 181-46 (classement des modifications réalisées sur un site industriel),

VU le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 nommant M. Eric ETIENNE en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2020-44 du 2 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE 2018-010 du 30 janvier 2018 modifiant les prescriptions relatives à l'exploitation de la Scierie MOULIN,

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE 2020-174 du 9 décembre 2020 mettant en demeure la Scierie MOULIN de réaliser un porter à connaissance dans le cadre de l'arrêt de la chaudière biomasse et de la mise en place du réseau de chaleur ;

VU la demande faite par la directrice de la Scierie MOULIN le 08 avril 2021,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mai 2021 ;

VU le projet d'arrêté porté le 2 juin 2021 à la connaissance du demandeur,

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 15 juin 2021,

CONSIDERANT que les modifications déclarées par la Scierie MOULIN ne sont pas considérées comme substantielles selon l'article R 181-46 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que ces modifications ne sont pas de nature à induire des inconvénients ou dangers significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement,

Le pétitionnaire entendu,

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Modification du tableau des rubriques

Le tableau de l'article 1 de l'arrêté n° BCTE 2018-010 du 30 janvier 2018 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, DC, NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2415	1	A	Installation de mise en œuvre de produits de préservation des bois	Bacs de trempage de bois et autoclave	Quantité de produits de préservation susceptible d'être présente	Mini: 1 000 l	86 000 l
3700		A	Préservation du bois	Bacs de trempage de bois et autoclave	Capacité journalière de production	Mini : 75 m ³	100 m ³
2410	B-1	E	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues	Outils de sciage : scie à ruban, multi-lames, déligneuse, empileuse, raboteuse	Puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines	Mini: 250 kW	4 200 kW
1531		D	Stockage de bois non traité chimiquement par voie humide	Stocks de grumes sous aspersion d'eau	Volume susceptible d'être entreposé	Mini: 1000 m ³	5 000 m ³
1532	3	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Stocks de grumes, produits finis (bois traités et non traités) et déchets de bois	Volume susceptible d'être entreposé	Maxi : 20 000 m ³	18 000 m ³
4510	2	DC	Utilisation de produits dangereux pour	Installations de traitement des bois	Quantité susceptible d'être	Maxi : 100 t Quantité seuil	85,4 t

			l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1		présente	bas au sens de l'article R.511- 10: 100 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511- 10: 200 t	
1435		NC	Installation de distribution de carburants	Poste de distribution de gazole non routier	Volume annuel distribué	Maxi : 500 m ³	250 m ³
4734	1	NC	Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés	Stockage de fioul pour l'alimentation des engins de manutention	Quantité susceptible d'être présente	Maxi : 250 t Quantité seuil bas au sens de l'article R.511- 10: 2 500 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511- 10: 25 000 t	24 t

(1) A : Autorisation ; E : Enregistrement ; DC: Déclaration et contrôle périodique ; D : Déclaration ; NC : Non classable.

La ligne concernant la rubrique 2910 est supprimée ainsi que les prescriptions afférentes à cette rubrique.

ARTICLE 2 : Prescriptions de la mise en demeure

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n° BCTE/2020-174 du 9 décembre 2020 sont levées concernant

- le porter à connaissance de l'arrêt de la chaudière et de la mise en place du réseau de chaleur
- l'étude foudre sous réserve de la vérification du système de protection foudre en toiture au mois de juillet 2021.

Celles concernant l'origine de la concentration en propiconazole dans les eaux souterraines du site et le rapport d'analyse sonore conforme restent cependant toujours opposables.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de DUNIERES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la sous-préfète d'YSSINGEAUX, le maire de DUNIERES, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, le chef de l'unité interdépartementale Loire-Haute-Loire de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Scierie MOULIN.

Au Puy en Velay, le 15 juin 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX